22-12

STÉPHANE CLIO

La grogne pro Roms gagne le terrain politique.

Rassemblement. Ils étaient hier plus de 150 à exiger action et réquisition d'immeubles en faveur des Roms.

« Vivre ensemble » se conjugue au présent

En ces temps baignés d'humanisme chrétien, ils étaient assez nombreux réunis hier, en dépit du froid, sous les fenêtres de la mairie de Marseille pour réclamer un geste, non pas charitable mais politique, pour que cesse cette « traque inhumaine des Roms » orchestrée par le préfet de police avec l'aval du maire (et accompagnée du silence des collectivités MPM et conseil général).

Les dernières expulsions de squats, rue Zoccola ou église Saint-Martin, ont fini d'entamer la patience de ces citoyens vis-à-vis de la politique de traque des Roms menée matraque battante à Marseille. « *Ces gens sont traités comme des pestiférés, pourchassés par la police qui leur interdit même le trottoir. Monsieur le maire, vous ne faites pas votre travail,* interpellait Bernard Eynaud de la LDH, *les droits de l'Homme doivent guider votre action et ne peuvent se confondre avec la loi du marché. Mais où est le maire ? Où est le préfet ? Honorez votre engagement de tenue de table ronde pour que le vivre ensemble ne se conjugue pas au passé.* » Et de promettre un combat « *jusqu'à ce que les Roms aient droit de cité à Marseille* ».

« *Marre de s'entendre répondre : ce n'est pas de notre compétence* », peste Jean-Paul Kopp de Rencontres tsiganes. Le collectif de défense des Roms s'attendait en effet à une réaction plus responsable que la simple demande d'expulsion de la part d'Eugène Caselli, président PS de MPM, en ce qui concerne la rue Zoccola. C'est bien pourtant la fédération du PS qui relayait l'appel à la mobilisation lancée par le collectif hier soir. Et le rendez-vous n'a pas été boudé par certains politiques.

Un débat qui s'invitera au conseil municipal

Au-dessus des rangs des manifestants, flottaient aux côtés d'un Dosta brandi haut et fort, les bannières PCF, MRC ou Parti de gauche, agrémentées de la présence de Jean-Marc Coppola (PCF), Christian Pellicani (PCF), Jacques Lerichomme (Gauche unitaire) et Sébastien Barles (EELV). Très en forme, Jean-Marc Coppola, conseiller municipal, fustige : « *Si le maire démissionne pour faire faire la sale besogne au préfet de police, alors il nous faut prendre sa place pour organiser l'accueil de ces familles pour qui il y a non assistance à personne en danger. Il faut réquisitionner des immeubles vides et exiger la tenue de la table ronde promise.* »

Et à un militant de la LDH qui désespère « *chaque fois qu'on demande à être reçu, c'est non* », Christian Pellicani, conseiller municipal, propose de créer « *le rapport de force. On vous tient au courant des dates et on investit le prochain conseil municipal et interpellons la préfecture sur la responsabilité de l'Etat.* » Y'aurait comme de la bonne action dans l'air…

MYRIAM GUILLAUME

A écouter ce dimanche 25 décembre à 11h sur 88.4, le menu spécial Noël concocté par Galère sur les dernières expulsions de squats à Marseille ponctuées de paroles de policiers éloquentes d'humanisme.

0613400
LENACOT
L'IMPECCABLE
L'entreprise de propreté
04 91 47 27 49
amar@lenacot.fr